

POUR DEFENDRE NOS RETRAITES : TOUS DANS LA RUE LE 27 MAI !

SIGNEZ L'APPEL SUR RETRAITES-JEUNES.NET

Depuis plusieurs mois une vague de rigueur s'abat sur l'Europe. La course au profit et à la spéculation dans laquelle s'enferment les états européens a déjà conduit plusieurs d'entre eux à mettre en place des plans visant à réduire les dépenses publiques. Ainsi, la Grèce se voit aujourd'hui forcée de contracter un emprunt sous condition de rigueur, entraînant entre autres le gel des pensions de retraites et d'importantes baisses de salaire pour les fonctionnaires... Une situation qui sert de prétexte au gouvernement français pour justifier de sa prochaine réforme des retraites et plus largement sa politique d'austérité.



POURQUOI CE COLLECTIF ?

Alors que s'engage le débat sur une nouvelle réforme du système de retraite, les jeunes sont aujourd'hui exclus de ce débat de société majeur qui les concerne ! Jeunes en insertion, salariés ou étudiants, c'est sur nous que reposera dans les années à venir le financement du système de retraite. Le gouvernement ne peut aborder le débat sur les retraites sans l'avis des générations directement concernées par cet enjeu social majeur : les jeunes d'aujourd'hui !

21 organisations de jeunesse (syndicats étudiants, syndicats professionnels et syndicats lycéens, associations de jeunesse et d'éducation populaire, organisations politiques) ont rendu public vendredi 30 avril un large appel unitaire intitulé « la retraite : une affaire de jeunes ! » ainsi que le collectif d'organisations de jeunesse qu'elles souhaitent mettre en place afin d'engager un travail de sensibilisation et de mobilisation des jeunes sur cette question majeure dans les prochains mois.

LA RETRAITE UNE AFFAIRE DE JEUNES !

Alors qu'Eric Woerth, ministre du travail affirmait il y a quelques semaines : « Je veux dire aux jeunes de 20 ans que c'est justement pour eux que nous faisons cette réforme », nous dénonçons l'hypocrisie d'une situation où ce qui est mis en place au nom des jeunes se fait une nouvelle fois sans eux, et surtout contre eux. C'est pourtant sur nous que reposera le financement des retraites à l'avenir, et nous qui subirons toute modification du système actuel. **C'est donc en tant que jeunes que nous défendons le droit pour toutes et tous à une retraite de haut niveau à 60 ans pour tous, et financée par répartition.** A l'inverse, le gouvernement tente de nous imposer la double peine de voir reculer notre âge de départ en retraite par les effets cumulés de l'allongement de la durée de cotisation et du recul de l'âge d'entrée dans la vie active, et de devoir renoncer à une retraite à taux plein faute d'avoir pu cotiser suffisamment longtemps.

Alors que le gouvernement vient de rendre public un premier document d'orientation confirmant la perspective du recul de l'âge légal de départ en retraite, nous affirmons notre volonté d'agir ensemble dans les prochains mois pour défendre le système de retraites par répartition fondé sur la solidarité, et le maintien de l'âge légal à 60 ans. Nous exigeons du gouvernement qu'il renonce à l'allongement de la durée de cotisation, et nous associer aux discussions en cours.

Le gouvernement ne peut aborder le débat sur les retraites sans l'avis des générations directement concernées par cet enjeu social majeur : les jeunes d'aujourd'hui !

unef
le syndicat étudiant

Sud
Solidaires
étudiant

UNL
LA VOIX LYCÉENNE

FIDL

LMDE
SANTÉ DES ÉTUDIANTS
SÉCU • MUTUELLE • PRÉVENTION

attac

JOC
www.joc.asso.fr

MRJC

Osez le Féminisme

la cgt

U.
F.S.U.

Jeunes Communistes

les Jeunes Socialistes
LE MOUVEMENT

JC

UEC
ÉTUDIANTS
COMMUNISTES

LES JEUNES VERTS

JRG
Jeunes Radicaux de Gauche

Parti de Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE
www.lepartidegauche.fr

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

gauche
UNITAIRE

Alternative libertaire
anticapitalisme
autogestion

UNE AUTRE RÉFORME EST POSSIBLE, ET SURTOUT NÉCESSAIRE !

Le gouvernement ne peut prétendre vouloir « sauver » le système solidaire par répartition, et refuser d'aborder les véritables enjeux : garantie du taux de remplacement, allongement des études et de la période d'insertion professionnelle, chômage, inégalités femmes-hommes.

Le gouvernement tente en effet d'imposer l'allongement de la durée de cotisation comme seule perspective, et élude la question centrale de la répartition des richesses qui depuis 20 ans ne cesse de se faire au profit du capital et au détriment des salaires.

Alors que notre pays n'a jamais été aussi riche, il n'est pas acceptable que l'allongement de la durée de la vie soit synonyme de régression sociale. Les précédentes réformes menées par la droite en 1993 et 2003 ont pourtant prouvé leur inefficacité : elles ont eu comme conséquences de voir baisser le niveau pension et d'augmenter les inégalités entre les retraités (notamment les inégalités femmes-hommes).

ALLONGER LA DURÉE DE COTISATION ? POUR NOUS, C'EST NON !

Pourquoi cet acharnement à reculer l'âge de départ en retraite quand le chômage des jeunes explose ? L'augmentation des besoins de financement est une chance qu'il faut saisir **en mettant en place de nouveaux moyens de financement : taxation des stocks options et des revenus financiers, suppression du bouclier fiscal et des exonérations de cotisations patronales, élargissement de l'assiette des cotisations.**

Si de nouvelles ressources doivent être immédiatement mobilisées, une véritable politique de l'emploi et de revalorisation salariale est indispensable pour apporter les recettes nécessaires à la pérennité de notre système de retraite solidaire.

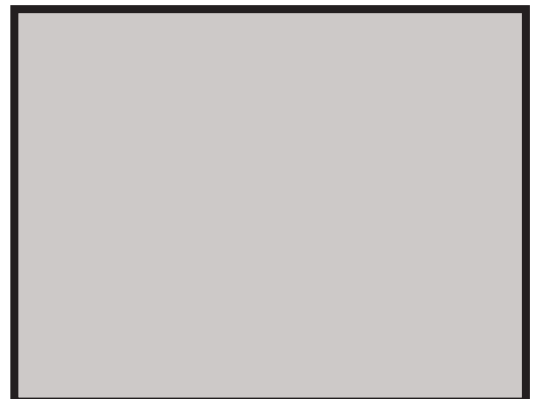
LE SYSTÈME DE RETRAITES DOIT PRENDRE EN COMPTE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ !

Nous réclamons des réformes qui garantissent nos droits sociaux, et nous souhaitons faire évoluer le système pour mieux prendre en compte l'évolution de la société. L'allongement de la durée des études et de l'âge moyen d'accès à un emploi stable (27 ans), ainsi que le taux de chômage chez les jeunes (1 sur 4), conduisent ces derniers à commencer à cotiser plus tard que par le passé. Nous exigeons :

- **la validation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite**, afin d'offrir à chaque jeune la garantie de pouvoir étudier sans être inquiété par son avenir, même lointain ;
- **la validation des périodes de stages, intégrée dans une véritable réglementation contraignante** (rémunération à 50% du SMIC dès le premier mois, reconnaissance et encadrement dans la formation) ;
- **la validation des périodes d'inactivité forcée**, permettant la prise en compte de la situation des jeunes en insertion pour qui l'enchaînement de stages, CDD, temps partiels, intérim, ou chômage les conduit à accumuler des droits à retraite très incomplets.

Pour toutes ces raisons, 21 organisations de jeunesse se sont rassemblées autour d'un appel « *Les retraites, une affaire de jeunes !* » afin de les sensibiliser aux enjeux de ce débat. Nous appelons à la création de comités jeunes locaux pour faire entendre partout nos revendications, et inciter les jeunes à participer aux initiatives de mobilisation.

**APRÈS LA PREMIÈRE ÉTAPE DU
1^{ER} MAI, FAISONS ENTENDRE
LA VOIX DE LA JEUNESSE,
PARTICIPONS À LA JOURNÉE DE
MANIFESTATION DU 27 MAI !**



**SIGNEZ L'APPEL SUR
RETRAITES-JEUNES.NET**